



**Programme
des Nations Unies
pour l'environnement**

Distr. générale
21 juin 2017

Français
Original : anglais

**Conférence des Parties
à la Convention de Minamata sur le mercure
Première réunion**
Genève, 24-29 septembre 2017
Point 5 a) iv) de l'ordre du jour provisoire*

**Questions appelant une décision de la Conférence des Parties
à sa première réunion : questions prévues dans la Convention :
mesures visant à donner effet aux dispositions relatives
au mécanisme de financement (art. 13)**

**Choix d'un emplacement au sein du Programme
des Nations Unies pour l'environnement, arrangements
en matière de gouvernance et durée du programme
international spécifique visant à soutenir le renforcement
des capacités et l'assistance technique**

Note du secrétariat

I. Rappel

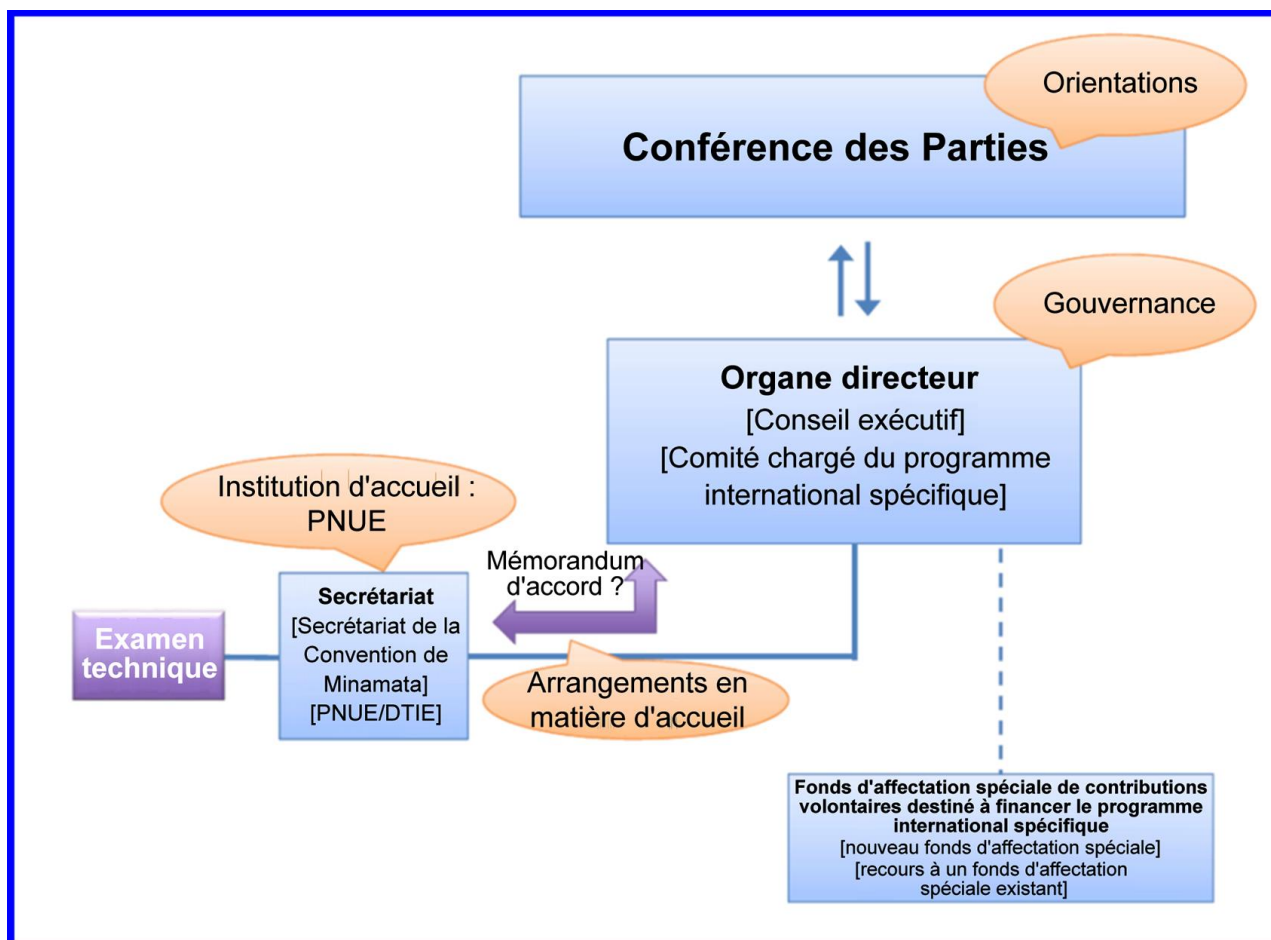
1. À sa septième session, en mars 2016, le Comité de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument international juridiquement contraignant sur le mercure a examiné le rapport des coprésidents du groupe de travail spécial d'experts sur le financement établi par le Comité à sa sixième session (UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/9). Le rapport donnait au Comité des suggestions en vue de l'élaboration d'une proposition concernant l'institution d'accueil du programme international spécifique visant à le soutenir le renforcement des capacités et à l'assistance technique, y compris les arrangements en matière d'accueil et les orientations concernant le fonctionnement et la durée du programme. Le Comité était également saisi d'un document d'information préparé par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) sur les options et arrangements de gouvernance possibles si le PNUE était choisi en tant qu'institution d'accueil du programme (UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/INF/6).

* UNEP/MC/COP.1/1.

2. Après délibération, le Comité a décidé de désigner le PNUE comme institution d'accueil du programme international spécifique, pour adoption par la Conférence des Parties à sa première réunion. Le Comité a aussi donné des détails sur les arrangements à cet égard, ainsi que des orientations sur les conditions de participation au programme et sur la portée, le fonctionnement, les ressources et la durée du programme¹. Une partie du texte élaboré n'a pas été finalisée et restera entre crochets en attendant la décision de la Conférence des Parties à sa première réunion. Il s'agit notamment de savoir quelle partie du PNUE remplirait la fonction d'accueil, quelle serait la durée du programme et quel serait l'organe directeur en charge. Le schéma ci-dessous, établi par le Comité à sa septième session, donne un aperçu des discussions sur l'implantation de l'institution d'accueil du PNUE et les points d'accord à la fin de la session.

¹ Voir le document UNEP/MC/COP.1/9, en particulier l'appendice II, où figure le texte élaboré par le Comité à sa septième session.

Schéma illustrant les options en matière de gouvernance pour chaque implantation possible du programme international spécifique au sein du PNUE, joint en appendice au document UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/22/Rev.1, tel qu'établi par le Comité de négociation intergouvernemental à sa septième session



Source : UNEP(DTIE)/Hg/INC.7/22/Rev.1, annexe VI.

3. Pour aider la Conférence des Parties à achever son examen du programme international spécifique, le Comité a demandé au secrétariat provisoire de la Convention de Minamata sur le mercure de fournir des informations supplémentaires sur les emplacements possibles au sein du PNUE, les arrangements en matière de gouvernance, l'entité chargée de l'examen technique, les incidences financières, les incidences juridiques, y compris l'élaboration éventuelle d'un mémorandum d'accord entre le PNUE en tant qu'institution d'accueil et la Conférence, et les délais à prévoir.

4. On trouvera dans la présente note les informations supplémentaires qui ont été demandées.

II. Implantations possibles au sein du Programme des Nations Unies pour l'environnement

5. Au sein du PNUE, le programme international spécifique pourrait être accueilli par le Service Substances chimiques et santé, à Genève, et relever de la Division de l'économie², ou par le secrétariat de la Convention de Minamata, ces deux entités étant placées sous l'autorité du Directeur exécutif.

6. Selon la décision que prendra la Conférence des Parties, un secrétariat sera établi pour gérer le programme international spécifique. Ce secrétariat pourrait être doté de son propre personnel et

² En 2017, le Service Substances chimiques et déchets est devenu le Service Substances chimiques et santé, tandis que la Division Technologie, Industrie et Économie est devenue la Division de l'économie.

financé à l'aide de fonds extrabudgétaires, qu'il relève du Service Substances chimiques et santé ou du secrétariat de la Convention.

7. On trouvera ci-dessous des informations supplémentaires sur deux autres emplacements possibles.

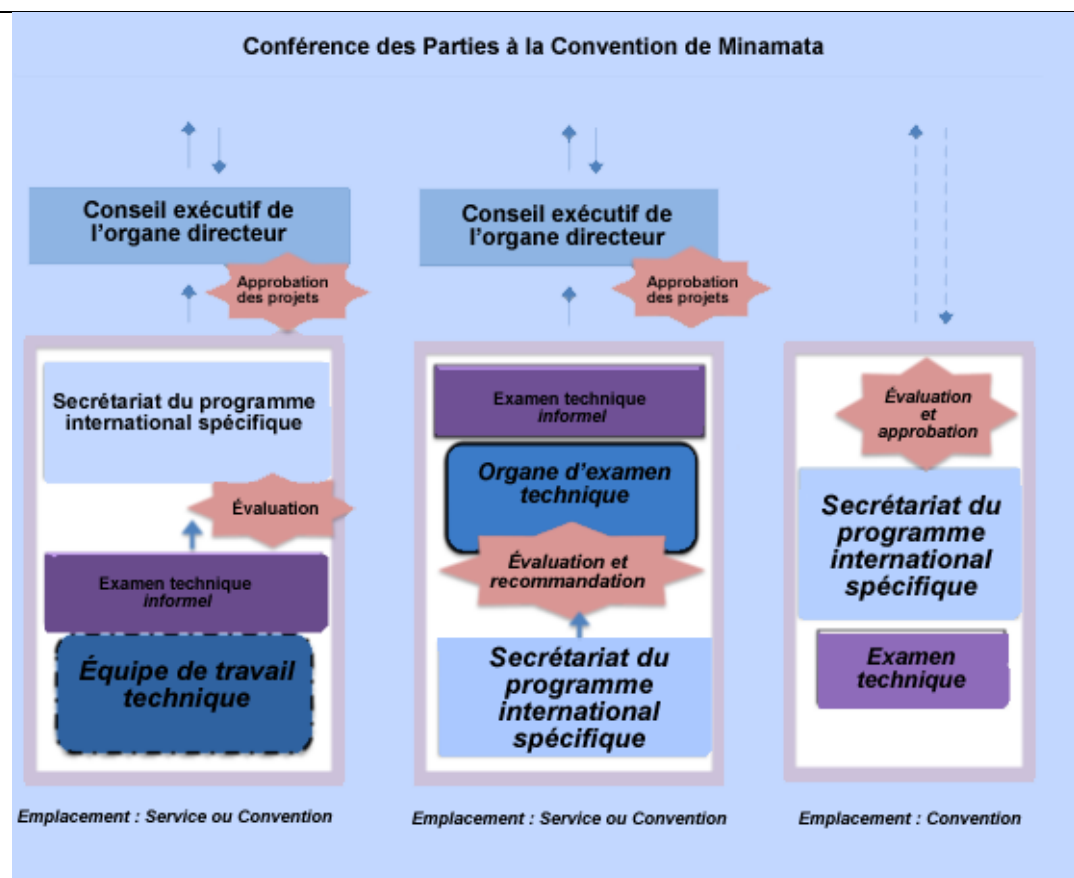
1. Implantation au sein du Programme des Nations Unies pour l'environnement	
Le secrétariat du programme international spécifique peut être rattaché au Service Substances chimiques et santé de la Division de l'économie ou au secrétariat de la Convention de Minamata.	
<i>Service Substances chimiques et santé</i>	<i>Secrétariat de la Convention</i>
<p>Le Service offre une approche globale pour lutter contre la pollution par le mercure à l'échelle mondiale. Outre qu'il assure la mise en œuvre d'une grande partie du sous-programme du PNUE sur les produits chimiques, les déchets et la qualité de l'air, il accueille divers programmes, secrétariats, initiatives et partenariats internationaux qui mènent des travaux sur les produits chimiques, la santé et les déchets, y compris le programme Action Ozone, le Centre international d'écotechnologie (CIET) basé à Osaka (Japon), l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques (SAICM) et l'unité récemment formée sur la santé et la pollution.</p> <p>Le Service mène des travaux ciblés sur le mercure depuis plusieurs années, en particulier dans le cadre du Partenariat mondial sur le mercure du PNUE. Il a abrité le secrétariat qui a négocié la Convention de Minamata, devenu depuis le secrétariat provisoire de la Convention. Il dirige l'évaluation mondiale du mercure et les travaux au titre du <i>Global Chemicals Outlook</i> et il accueille l'Alliance mondiale pour l'élimination des peintures au plomb. La Division de l'économie mène des travaux connexes sur l'utilisation rationnelle des ressources, l'énergie et l'économie circulaire.</p> <p>Le Service possède une vaste expérience de la gestion de programmes et de la mobilisation de ressources à l'appui du renforcement des capacités, de l'assistance technique et du renforcement institutionnel. Par son intermédiaire, le PNUE assure le secrétariat de l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques, qui gère le Programme de démarrage rapide. Par son intermédiaire également, le PNUE assure aussi le secrétariat du Programme spécial d'appui au renforcement des institutions nationales, visant à mettre en œuvre les conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, la Convention de Minamata et l'Approche stratégique de la gestion internationale des produits chimiques.</p>	<p>Implanter le secrétariat du programme international spécifique au sein du secrétariat permanent de la Convention offrirait un point de concentration unique sur le mercure, ainsi qu'une proximité directe avec la Convention et les Parties. En accueillant le secrétariat du programme international spécifique, le secrétariat de la Convention pourrait s'inspirer de l'expérience pertinente du secrétariat provisoire. Le secrétariat de la Convention devrait compter du personnel scientifique et technique dans ses futurs effectifs.</p> <p>De plus, comme indiqué à l'article 24 de la Convention, le secrétariat de la Convention est chargé de faciliter la fourniture d'une assistance sur demande et de coordonner les activités avec les secrétariats des organes internationaux compétents.</p> <p>On notera que la manière dont le Directeur exécutif exercera les fonctions du secrétariat permanent n'a pas encore été décidée.</p>

2. Organe directeur
Le secrétariat du programme international spécifique fonctionnera sous la conduite de la Conférence des Parties, à laquelle il rendra compte, et il sera directement responsable de l'administration et de l'exécution du programme. La Conférence pourra cependant déléguer la supervision et le suivi de ses orientations, y compris son pouvoir de décision concernant les projets et leur gestion, à un autre organe directeur servant d'intermédiaire avec le secrétariat.
<p>Considérations</p> <p>Quel que soit l'emplacement du secrétariat du programme international spécifique, la Conférence des Parties souhaitera peut-être doter le programme d'un organe directeur qui serait chargé de superviser le suivi des orientations données par la Conférence des Parties. Cet organe fera rapport à la Conférence et sera desservi par le secrétariat du programme.</p> <p>Quel que soit l'emplacement du secrétariat, l'organe directeur sera composé d'un nombre de membres déterminé respectant le principe d'une représentation équilibrée entre les régions des Nations Unies, les pays donateurs et les pays bénéficiaires. Les membres pourront être nommés par la Conférence des Parties ou par l'intermédiaire du Bureau.</p> <p>Le projet de décision sur le programme international spécifique approuvé par le Comité de négociation intergouvernemental à sa septième session, pour examen et adoption par la Conférence des Parties à sa première réunion (UNEP (DTIE)/Hg/INC.7.22/Rev.1, annexe VI), définit ainsi les arrangements en matière de gouvernance pour le programme : « La Conférence des Parties établira [un conseil exécutif] [un comité chargé du programme international spécifique], qui supervisera et mettra en œuvre ses orientations, y compris la prise</p>

de décision sur les projets et la gestion des projets ». Dans le cas du Programme spécial d'appui au renforcement des institutions nationales, comme dans le cas du Programme de démarrage rapide, l'organe directeur est un conseil exécutif. Le conseil exécutif du programme spécial est invité à faire rapport à l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement et le conseil exécutif du Programme de démarrage rapide fait rapport à la Conférence internationale sur la gestion des produits chimiques.

La Conférence des Parties souhaitera peut-être demander à l'organe directeur du programme international spécifique d'élaborer son propre règlement intérieur.

En plus des deux options présentées ci-dessus, un autre modèle envisageable qui n'inclut pas un organe directeur distinct est celui du Fonds d'affectation spéciale destiné à aider les pays en développement et autres pays ayant besoin d'une assistance technique pour la mise en œuvre la Convention de Bâle, qui a été mis en place initialement au titre de la Convention de Bâle. Si la Conférence des Parties à la Convention de Minamata souhaite envisager d'adapter ce modèle aux fins du programme international spécifique, ce dernier ferait alors partie intégrante du secrétariat de la Convention et serait placé directement sous la supervision de la Conférence des Parties.



3. Examen technique

Le programme international spécifique a pour but d'appuyer le renforcement des capacités et l'assistance technique afin d'aider les pays en développement Parties, en particulier les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que les Parties à économie en transition, à s'acquitter de leurs obligations au titre de la Convention.

Le secrétariat du programme organisera et gèrera les appels concernant les demandes d'aide et les modalités de présentation des demandes. Trois modèles sont ici envisagés, en fonction des modalités de l'examen technique des demandes et de l'entité chargée de cet examen.

Pour les deux modèles prévoyant des organes directeurs distincts, le stade auquel l'examen technique aura lieu dans le déroulement des travaux et des décisions, depuis l'examen des demandes jusqu'à l'approbation des projets, en passant par l'évaluation de ces projets, est indépendant de l'emplacement du secrétariat du programme. Pour le troisième modèle, à savoir celui sans organe directeur distinct, le secrétariat du programme et l'examen technique devraient relever directement du secrétariat de la Convention de Minamata.

Examen technique informel : équipe de travail technique

La Conférence des Parties souhaitera peut-être envisager de prendre pour modèle le Programme spécial d'appui au renforcement des institutions nationales, au titre duquel le secrétariat entreprend un examen initial des demandes pour en déterminer la recevabilité et l'exhaustivité, suivi d'une évaluation en consultation avec une équipe de travail informelle composée de représentants des secrétariats des quatre conventions qu'il

dessert, de l'Approche stratégique et du Fonds pour l'environnement mondial. Cette évaluation comprend une analyse qualitative du projet et un examen technique des activités à mener. Les résultats sont ensuite présentés par le secrétariat du programme spécial au Conseil exécutif, son organe directeur, pour discussion et décision, conformément aux orientations et au mandat définis par l'Assemblée des Nations Unies pour l'environnement.

La Conférence des Parties souhaitera peut-être envisager de créer une équipe de travail technique aux fins du programme international spécifique, qui serait chargée de l'examen technique informel. Cette équipe serait composée de représentants ayant une expérience et des compétences concernant le mercure, le renforcement des capacités, l'assistance technique et la mise en œuvre. Ces représentants pourraient comprendre le secrétariat de la Convention, le secrétariat du Partenariat mondial sur le mercure, le Secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, le Service Substances chimiques et santé et le Fonds pour l'environnement mondial. À l'issue de son examen initial des demandes, le secrétariat du programme évaluerait les demandes, en consultation avec l'équipe de travail technique, pour en déterminer le bien-fondé et la pertinence. Ensuite, il transmettrait les résultats de son évaluation à l'organe directeur ou au conseil exécutif pour évaluation, décision et approbation du projet proposé.

Examen technique formel : organe d'examen technique

La Conférence des Parties souhaitera peut-être envisager de prendre pour modèle le Programme de démarrage rapide, au titre duquel le secrétariat entreprend un examen initial des demandes, après quoi le Comité de mise en œuvre du Fonds d'affectation spéciale procède à un examen approfondi des propositions de projet. Le Comité de mise en œuvre est composé de représentants du Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques, auquel participent les neuf organisations ci-après : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, Organisation internationale du Travail, Programme des Nations Unies pour le développement, Programme des Nations Unies pour l'environnement, Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Organisation mondiale de la Santé, Banque mondiale et Organisation de coopération et de développement économiques. Le Comité de mise en œuvre évalue et approuve les projets proposés, pour transmission au Conseil exécutif, son organe directeur, qui supervise le processus.

La Conférence des Parties souhaitera peut-être envisager de créer un organe d'examen technique aux fins du programme international spécifique, qui serait composé, mais pas exclusivement, de représentants du Programme interorganisations pour la gestion rationnelle des produits chimiques et d'un représentant du secrétariat de la Convention, du secrétariat du Partenariat mondial sur le mercure, du Secrétariat des conventions de Bâle, de Rotterdam et de Stockholm, et du Fonds pour l'environnement mondial. Cet organe évaluerait les projets proposés et ferait des recommandations à l'organe directeur ou au conseil exécutif, qui approuverait les projets ayant passé l'évaluation avec succès.

Examen technique interne : examen par le secrétariat de la Convention

La Conférence des Parties souhaitera peut-être prendre pour modèle celui initialement utilisé par la Convention de Bâle pour appuyer l'assistance technique. Si ce modèle était adapté aux fins du programme international spécifique de la Convention de Minamata, le secrétariat du programme relèverait directement du secrétariat de la Convention de Minamata et, en faisant appel au personnel du secrétariat élargi de la Convention, serait chargé de toutes les fonctions d'examen technique, depuis l'examen des demandes jusqu'à l'approbation des projets en passant par l'évaluation de ces projets. Il le ferait directement pour le compte de la Conférence des Parties, son organe directeur.

4. Considérations et incidences financières

Aux termes du projet de décision précité relatif au programme international spécifique, « le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement assurera un appui administratif au programme, en affectant des ressources humaines et autres ».

Quel que soit l'emplacement du secrétariat, les ressources au titre des dépenses d'appui au programme engendrées par le programme international spécifique, et les autres fonds levés si nécessaire ou approprié, contribueraient au financement des dépenses administratives du programme encourues au titre des arrangements actuels. Les frais perçus par l'Organisation des Nations Unies pour accueillir et administrer un fonds d'affectation spéciale équivalent à 13 % des dépenses imputées sur ce fonds.

Le complément d'effectifs nécessaire au secrétariat s'il était rattaché au Service Substances chimiques et santé serait probablement analogue à celui qui serait nécessaire s'il était rattaché au secrétariat de la Convention. Il est prévu que, quel que soit l'emplacement du secrétariat, deux administrateurs de programme à temps plein seraient nécessaires, ainsi qu'un fonctionnaire chargé de la gestion des fonds à mi-temps et un membre du personnel d'appui à mi-temps.

<i>Service Substances chimiques et santé</i>	<i>Secrétariat de la Convention</i>
Le Service a acquis, dans le cadre du Programme de démarrage rapide et du Programme spécial d'appui au renforcement des institutions nationales, suffisamment d'expérience pour pouvoir assurer les services de secrétariat d'un fonds d'affectation spéciale du type de	Une fois établi, le secrétariat de la Convention emploiera un fonctionnaire chargé de l'administration et de la gestion des fonds pour les travaux quotidiens de la Convention, qui pourra aussi se charger de la gestion des fonds pour le

<p>celui envisagé pour le programme international spécifique. Le Programme de démarrage rapide et le programme spécial financent des activités visant à appuyer et renforcer la mise en œuvre au niveau national, d'une manière analogue à celle prévue dans le programme international spécifique. Le Service possède donc l'expérience requise en matière de gestion, finances, administration et mobilisation de ressources pour pouvoir administrer le fonds d'affectation spéciale envisagé. Il emploie actuellement un fonctionnaire chargé de la gestion des fonds à plein temps et il emploiera, à compter de la fin de l'année 2017, un fonctionnaire chargé de la gestion des fonds à mi-temps; il a également accès à du personnel d'appui par le biais de la Division de l'économie, y compris à l'appui d'un fonctionnaire (hors classe) chargé de la gestion des fonds affecté au Bureau du Directeur de la Division.</p>	<p>compte du secrétariat du programme international spécifique.</p> <p>La disponibilité de compétences et d'un appui supplémentaires pour l'administration et la gestion des fonds dans un environnement immédiat dépendront en partie de la manière dont le Directeur exécutif assurera les fonctions du secrétariat permanent mais, quels que soient les arrangements pris, ils devraient être à un niveau suffisant pour pouvoir appuyer le programme international spécifique.</p>
<p>5. Considérations et incidences juridiques</p> <p>Quel que soit son emplacement, le secrétariat du programme international spécifique fonctionnera, en dernière analyse, dans le cadre de la structure institutionnelle globale du PNUE et devra respecter les règles et règlements connexes en matière de finances, comptabilité et ressources humaines ainsi que les cadres de responsabilisation de l'Organisation des Nations Unies, les exigences en matière d'établissement des rapports, les obligations en matière de suivi et d'évaluation et les cycles d'audits. On notera que les règles de gestion financière de la Convention s'appliqueront aussi au programme international spécifique.</p> <p>De plus, quel que soit son emplacement, le secrétariat fonctionnera sous la direction de la Conférence des Parties, à qui il rendra compte.</p>	
<p><i>Service Substances chimiques et santé</i></p>	<p><i>Secrétariat de la Convention</i></p>
<p>Un mémorandum d'accord pourra être conclu entre la Conférence des Parties et le Directeur exécutif pour définir, notamment, les rôles et responsabilités, les charges administratives, le cadre de responsabilisation et les obligations en matière d'établissement des rapports et, en particulier, pour stipuler que le secrétariat fonctionnera sous la direction de la Conférence des Parties, à laquelle il rendra compte.</p>	<p>Aucun mémorandum d'accord ne serait nécessaire, puisque le secrétariat de la Convention fonctionne directement sous la direction de la Conférence des Parties, à laquelle il rend compte. Il est également entendu que, dans le cadre de ce scénario, le programme international spécifique fera partie intégrante du secrétariat de la Convention et que le Secrétaire exécutif rendra compte du programme à la Conférence des Parties.</p>

6. Considérations administratives	
Collecter et gérer les contributions au programme international spécifique. Un fonds d'affectation spéciale devra être établi à cet effet.	
<i>Service Substances chimiques et santé</i>	<i>Secrétariat de la Convention</i>
Un nouveau fonds d'affectation spéciale devrait être établi auprès du Contrôleur de l'ONU à New York par l'intermédiaire de la Division des services internes du PNUE à Nairobi. Sa création n'entraînerait pas de coûts directs. Il serait administré par le Service, presque de la même manière que les fonds d'affectation spéciale du Programme de démarrage rapide et du programme spécial.	Deux scénarios sont possibles : a) Après la première réunion de la Conférence des Parties, le secrétariat de la Convention établi auprès du Contrôleur de l'ONU à New York, par l'intermédiaire de la Division des services internes à Nairobi, un fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires pour la Convention. Le programme international spécifique pourrait être doté d'un guichet séparé au sein de ce fonds d'affectation spéciale; b) Le fonds d'affectation spéciale de contributions volontaires est placé sous la direction de la Convention et le secrétariat de la Convention soumet une deuxième demande pour créer un fonds distinct dédié au programme international spécifique.

III. Durée du programme international spécifique

8. À la clôture de la septième session du Comité de négociation intergouvernemental, les trois options proposées pour la durée du programme international spécifique sont restées entre crochets. Le programme pourrait bénéficier de contributions volontaires et donner lieu à des demandes d'aide pour :

- a) Une période fixe;
- b) Une période illimitée;
- c) Une période déterminée dans le cadre de l'examen du mécanisme de financement conformément au paragraphe 11 de l'article 13 de la Convention.

9. Le groupe de travail spécial d'experts sur le financement, qui s'est réuni à São Paulo (Brésil) du 26 au 29 octobre 2015, a estimé qu'il était prématuré de discuter de la durée du programme international spécifique. Le Comité ne s'est pas non plus attardé davantage sur la question à sa septième session. Il convient de noter, cependant, que les experts du groupe de travail spécial sont convenus d'un commun accord que le programme devrait envisager d'adopter un plan de mise en œuvre, qui pourrait être révisé au besoin et qui indiquerait les domaines de la Convention sur lesquels axer les travaux durant une période déterminée. Certaines obligations au titre de plusieurs articles de la Convention comportent des délais et ont une durée limitée. Une approche programmatique tenant compte des périodes de réduction prévues dans ces articles pourrait être le moyen d'identifier des paramètres temporels appropriés pour mettre en œuvre la Convention par le biais du renforcement des capacités et de l'assistance technique financés au titre du programme international spécifique³.

10. Le tableau ci-après indique les dates d'élimination et les articles correspondants.

Tableau 1
Dates d'élimination et articles correspondants

<i>Date</i>	<i>Article et annexe de la Convention</i>	<i>Description</i>
2018	5 (2) et Annexe B	Production d'acétaldéhyde dans laquelle du mercure ou des composés du mercure sont utilisés comme catalyseurs.
2020	4 (1) et Annexe A	La fabrication, l'importation ou l'exportation d'un certain nombre de produits contenant du mercure ajouté ne sont pas autorisées (notamment les piles, commutateurs et relais, lampes fluorescentes compactes et tubes fluorescents linéaires, lampes à vapeur de mercure sous haute pression, lampes

³ Une approche programmatique guide, par exemple, le Fonds d'affectation spéciale pour la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques.

	5 (3) et Annexe B	fluorescentes à cathode froide et lampes fluorescentes à électrodes externes pour affichages électroniques, cosmétiques, pesticides, biocides et antiseptiques locaux, ainsi que baromètres, hygromètres, manomètres, thermomètres et sphymomanomètres). S'agissant de la production de chlorure de vinyle monomère, réduire, d'ici à 2020, l'utilisation de mercure de 50 % par unité de production par rapport à l'année 2010. S'agissant de la production de méthylate ou d'éthylate de sodium ou de potassium, réduire, d'ici à 2020, les émissions et les rejets de 50 % par unité de production par rapport à l'année 2010.
2025	5 (2) et Annexe B	Production de chlore-alcali
2027	5 (3) et Annexe B	S'agissant de la production de méthylate ou d'éthylate de sodium ou de potassium, réduire l'utilisation de mercure dans le but de la faire cesser le plus rapidement possible et au plus tard 10 ans après l'entrée en vigueur de la Convention.

11. L'obligation de faire rapport au titre de l'article 21 n'a pas été incluse dans le tableau, la Conférence des Parties n'ayant pas encore convenu de la date de présentation des rapports ni de leur périodicité.

IV. Mesure que pourrait prendre la Conférence des Parties

12. La Conférence des Parties souhaitera peut-être examiner la présente note en liaison avec les informations présentées dans le document UNEP/MC/COP.1/9, en particulier dans l'appendice II, pour achever son examen de l'établissement du programme international spécifique dans le cadre de la décision globale visant à donner effet au mécanisme de financement de la Convention.